

Dorothy ATKINSON, *The End of the Russian Land Commune, 1905-1930*, Stanford Univ. Press, 1983, 457 p.

Faut-il au départ lever l'ambiguïté du titre en précisant que le terme commune ne recouvre pas ici sa forme la plus radicale — *kommuna* qui a connu son apogée en URSS de 1917 à 1930 — mais la communauté agraire traditionnelle plus souvent désignée sous son équivalent russe d'*obshchina* ? On aura compris que Dorothy Atkinson a choisi, pour retracer l'histoire de cette dernière, deux dates charnières qui l'une et l'autre inaugurent un processus de dissolution des communes mais en vertu de politiques diamétralement opposées.

La première de ces tentatives, trop lente pour aboutir — Stolypine tablait sur vingt années d'évolution paisible — visait à renforcer la bourgeoisie rurale ; la seconde, brutale, a eu pour effet de la supprimer en éliminant les kulaks. Car les dirigeants de

l'ancien comme du nouveau régime n'ont jamais réussi à contrôler pleinement la vie de ces communautés, un univers culturel fort éloigné de celui des villes. Lorsque leur comportement a été perçu comme une menace pour le régime, il ne leur est resté d'autre alternative que de les détruire.

La description de ces communautés, inaugurée au XIX^e siècle par le baron August Haxthausen, avait été poursuivie, entre autres, par Anatole Leroy Beaulieu, Juzuru Taniuchi, D. J. Male et Moshe Lewin¹. La vision de Dorothy Atkinson se situe dans une perspective de longue durée et remonte aux origines mêmes des communes. Elle démontre, chemin faisant, que le servage n'est pas le facteur constitutif de la commune. Les paysans des provinces occidentales de l'Empire où le servage était le plus rigoureux n'étaient pas organisés en communes tandis que celles-ci se rencontrent en Sibérie où il n'y a jamais eu de noblesse foncière. Mais l'originalité de sa démarche est de tenter une analyse des interactions entre société, économie et politique. Elle suggère que l'échec des politiques tient moins à des facteurs subjectifs qu'à des incompatibilités structurelles.

La révolution de 1905 démontre que la commune n'est pas le rempart présumé contre la radicalisation des masses ; car c'est au sein des assemblées que les agitateurs, puis les députés paysans à la Douma, trouvent une tribune toute préparée pour éveiller la conscience politique du monde rural (les désordres dans les campagnes sont plus fréquents après les élections à la Douma qu'en 1905). Stolypine croit avoir trouvé la solution en offrant aux plus riches de se retirer de la commune en conservant — c'est l'innovation — leurs terres ; mais ce sont aussi les plus pauvres qui s'empres- sent de saisir l'autorisation d'aliéner leur lot pour s'embaucher à la ville en profitant de l'expansion industrielle. Marc Ferro et Léopold Haimson ont mis en relief l'impact de cet afflux des jeunes ruraux sur le climat des relations industrielles et sur celui des révolutions en 1917. En fait 2,5 millions de familles profiteront de ces

facilités pour s'installer comme exploitants indépendants, mais la grande majorité — 9 millions — préférera rester dans le cadre communal parce qu'elle n'a pas les capitaux nécessaires pour se détacher. Les statistiques des mutations de la propriété foncière entre 1905 et 1915 font apparaître que les achats de terres par les communes (6 millions d'ha) ont été beaucoup plus importants que les acquisitions paysannes en propriété privée (3,6 millions d'ha). La commune qui, en période de crise, offre aux plus faibles ses vertus sécurisantes conservait donc toute sa vitalité.

Les communautés sont seules à pouvoir offrir cette protection en 1917-1918 face à la vacance du pouvoir local après la dissolution des zemstva. Par ailleurs, le retour au bercail est la seule chance des « séparatistes » d'avoir droit au partage des terres non paysannes, ce « tchernyj peredel », rêve séculaire de la paysannerie russe. Même si le bénéfice de cette opération, selon les recherches soviétiques les plus récentes, n'est que de 97 millions d'ha (et beaucoup moins si l'on compte les terres en location par les paysans) et non pas 150 millions d'ha comme il est écrit dans les manuels, la réforme agraire a permis à 3 millions de familles de paysans autrefois sans terre de s'installer, tandis que le pourcentage des kulaks est ramené de 15 % à 5 %. En avalisant par le décret sur la terre les vœux de la paysannerie, les bolcheviks ont gagné le pouvoir ; mais le retour à l'égalité au sein de la commune a pour effet de réduire la base sociale sur laquelle ils comptaient pour mener à son terme la lutte des classes dans les campagnes. Du même coup, la communauté traditionnelle voit ses pouvoirs renforcés face à tout un échec- veau de comités, commissions et soviets, que D. Atkinson débrouille à merveille, et qui n'arrivent pas à prendre racine parce que trop éloignés de la vie des villages. Les décisions des soviets ruraux et leur financement passent en fait par le canal des assemblées de communes : en 1926-1927 R.S.F.S.R. 3,2 % des soviets ruraux dispo- saient d'un budget autonome.

A ces contradictions politiques entre les ambitions du pouvoir et ses moyens d'action s'ajoutent les difficultés nées des tensions entre les objectifs de l'économie planifiée et les mécanismes de l'économie de marché. Lorsqu'en 1926 le niveau de la récolte atteint celui de 1913, la quantité de céréales commercialisées ne dépasse pas 11 millions de tonnes soit 10 millions de moins qu'en 1913. Le partage égalitaire a eu pour effet de multiplier les petites exploitations (de 21 à 25 millions de familles) et de réduire la part des paysans aisés producteurs principaux de surplus (de 11 millions de tonnes en 1913 à 2 millions de tonnes en 1926-1927). Contrairement à leur programme fondé sur le caractère progressif des grandes exploitations, les bolcheviks ont dû accepter, en même temps que la commune, le maintien des techniques traditionnelles : 7 % seulement des terres paysannes étaient remembrées en 1928 et les quelque 37 000 tracteurs de l'époque ne pouvaient assurer que 1 % des labours.

Cette même agriculture avait pourtant réussi à s'adapter entre 1900 et 1915 au rythme de la progression démographique (+35 % d'augmentation de part et d'autre) et fournir 9 millions de tonnes de céréales à l'exportation, soit la moitié de la récolte commercialisée. Le blocage des relations villes-campagnes ne tient donc pas seulement à la structure sociale de la nouvelle paysannerie, mais aussi aux incompatibilités de deux secteurs économiques obéissant à des logiques différentes, qui se sont manifestés par le ciseau des prix bloqués et des prix libres en 1927-1928. Pour débloquer une situation similaire en 1923-1924 on avait autorisé le louage des terres et de la main-d'œuvre. La prospérité de ceux qui ont profité de ces concessions est ressentie par Staline comme une menace au moment où le contrôle de la production agricole devient un facteur déterminant de la réussite du premier plan quinquennal. L'auteur rappelle avec concision l'essentiel des débats au sein du Parti sur les diverses stratégies du développe-

ment et sur la différenciation sociale de la paysannerie. La fiscalité agricole va alors se substituer au marché sous la forme de quotas de livraisons obligatoires. On passe d'une répartition égalitaire à un régime progressif et discriminatoire d'imposition des revenus qui n'incite pas les grandes familles à accroître leurs emblavures, de sorte que de 1926 à 1929 la collecte s'amoindrit d'année en année. Les exploitations collectives (1 % des familles paysannes mais 6 % des céréales collectées) apparaissent seules capables de résoudre la crise.

En 1929 commence la campagne de collectivisation par villages entiers, et par un paradoxe qu'analyse très bien D. Atkinson ce sont les assemblées de commune, ces institutions égalitaires, qui vont voter les quotas et impôts discriminatoires, puis décréter leur propre mort en acceptant la transformation de l'ancienne *communauté* villageoise en *administration* kolkhoziennne. Comment Staline a-t-il réussi à utiliser la commune, qui avait fait bloc contre le pouvoir en 1918-1920, en un instrument docile d'affrontement de l'agriculture ? La réponse de D. Atkinson est que la commune était bien plus qu'un mode d'organisation de l'agriculture. Comme toute communauté elle possède sa morale, sa culture, ses solidarités propres. Parmi ses traditions figure l'acceptation de la décision collective. Elle va jouer au bénéfice des couches les moins fortunées ; car les agitateurs chargés d'organiser la campagne savent manipuler l'ambiguïté des réactions de ces dernières vis à vis de leurs voisins « aisés » : tour à tour admiratives ou envieuses, sympathisantes ou pleines de ressentiment. Il suffira du tiers des voix à l'assemblée pour décider de l'adhésion au kolkhoze, et se récuser expose à être classé comme opposant, c'est-à-dire « kulak ».

Cette histoire dramatique est présentée avec une modération de ton qui contraste fort heureusement avec le mode polémique trop fréquent aujourd'hui dans les ouvrages relatifs à l'URSS. Le mérite de D. Atkinson est aussi de mettre à la portée

des non slavissants les résultats des recherches soviétiques récentes (V. Danilov, etc.) sans jamais être dupe des statistiques fort imparfaites de l'époque. Elle les utilise avec intelligence pour combattre le caractère fallacieux de certaines analyses — notamment celles de V. S. Nemtchinov qui ont influencé Staline — et pour dégager les spécificités régionales qui la mettent à l'abri des généralisations abusives. Cependant, quelquefois, l'auteur semble prendre à son compte l'idée que la politique des bolcheviks obéissait à une rationalité, à un souci de modernisation qui ne sont pas évidents lorsqu'on se souvient de l'impréparation de la campagne de collectivisation et du climat « irrationnel » (pour employer un euphémisme) de la lutte anti-droitière et anti-kulaks qui ont conduit Staline à modérer ses agents, « ivres » de leur succès.

Notre seul regret est que ce tableau si ample et si bien charpenté de l'évolution des communes agraires n'ait pas été plus développé sous l'angle des relations de la culture paysanne avec l'idéologie dominante, en faisant appel aux sources ethnographiques et littéraires de l'époque. Dans une thèse récente, dont il faut souhaiter la publication², Christine Revuz a analysé, à travers la *Pravda* de 1924, les difficultés de communication rencontrées par le pouvoir dans les campagnes en l'absence d'une authentique culture ouvrière capable de féconder le milieu traditionnel. Le « centralisme démocratique » a étouffé l'émergence d'une culture prolétarienne que A. Bogdanov estimait aussi nécessaire à l'édification du socialisme que la nationalisation des moyens de production. C'est ce qu'avait bien noté un observateur averti dans une étude de 1928 sur *La commune paysanne après la révolution*, dont voici la conclusion : « Le dilemme tragique qui se pose actuellement devant les dirigeants du parti communiste est insoluble avec la recette de l'une ou l'autre faction. La commune laissée libre, mais conseillée, encadrée, approvisionnée, porterait l'économie rurale à un haut degré de prospérité et permettrait un enrichissement collectif.

Cette commune en présence non plus d'un État parasite qui s'ingénie de toutes façons à la dépouiller du fruit de son labeur, mais d'une classe ouvrière organisée en syndicats, de coopératives véritables échangeant à un taux équitable les produits manufacturés contre les produits agricoles n'aurait nulle raison de souhaiter le retour d'un régime bourgeois »³.

Ce n'est pas sans émotion que nous évoquons, dans l'année où il nous a quitté, ce témoignage d'un très grand maître de l'histoire et de la culture russes.

Basile KERBLAY

1. Anatole LEROY BEAULIEU, *L'Empire des tsars*, Paris, Hachette, 1897, t. I, pp. 476-605 ; Juzuru TANIUCHI, *The Village Gathering in Russia in mid-1920s*, The University of Birmingham, « Soviet and East European Monographs », n° 1, 1968, 80 p. ; D. J. MALE, *Russian Peasant Organisation Before Collectivization : a Study of Commune and Gathering, 1925-1930*, Cambridge Univ. Press, 1971, 253 p. ; Moshe LEWIN, *La paysannerie et le pouvoir soviétique*, Paris, Mouton, 1966, 480 p.

2. Christine REVUZ, *L'alliance ouvrière et paysanne et la révolution culturelle*, Université de Paris VIII.

3. Pierre PASCAL, *Civilisation paysanne en Russie*, Lausanne, L'Âge d'homme, 1969, P. 44.